« Spécial Canada »

Administration et éducation, n° 65, mars 2020, 283 p.

Jean-Pierre Véran

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/9887>

DOI : 10.4000/ries.9887

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2020

Pagination : 49-51

ISBN : 978-2-85420-627-2

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Jean-Pierre Véran, « « Spécial Canada » », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 84 | septembre 2020, mis en ligne le 01 septembre 2020, consulté le 17 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ries/9887> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.9887>

Ce document a été généré automatiquement le 17 octobre 2022.

Tous droits réservés

« Spécial Canada »

Administration et éducation, n° 65, mars 2020, 283 p.

Jean-Pierre Véran

RÉFÉRENCE

« Spécial Canada », *Administration et éducation* n° 65, mars 2020, 283 p.

- 1 Le numéro « Spécial Canada » de la revue de l'Association française des acteurs de l'éducation (AFAE) est à ne pas manquer. Riche d'une trentaine de contributions canadiennes, il permet de découvrir « une diversité de systèmes éducatifs performants », puisque cet État, dont Alain Bouvier rappelle dans son épilogue qu'il constitue une harmonieuse « communauté de communautés », ne compte pas moins de treize systèmes éducatifs. Le Canada à lui seul mérite un travail de comparatisme éducatif. Ce numéro spécial l'a bien amorcé, même s'il s'est focalisé, après présentation de cette diversité, sur deux dimensions : les pratiques de gouvernance et celles d'évaluation.
- 2 Pour les lecteurs de pays où domine la centralisation de l'action éducative par un ministère de l'éducation nationale, ce voyage au travers des systèmes éducatifs du Canada est un excellent exercice de dépaysement et de déconditionnement intellectuel.
- 3 Exercice de dépaysement, car le deuxième pays du monde par sa superficie est fort peu peuplé, la densité démographique de 4 habitants au km² étant plus proche de celle de l'Australie (3,7) – autre pays-continent – que de l'Union européenne (114), de l'Asie (99) ou de l'Afrique (40). La Russie, qui occupe la première place mondiale en superficie, a encore une densité double de celle du Canada (8).
- 4 Exercice de déconditionnement, car certains termes courants dans les régimes de gouvernement centralisé de l'éducation n'ont pas cours au Canada. A. Bouvier observe ainsi avec humour l'absence du mot « circulaire », sans lequel la langue de l'éducation nationale française serait incomplète. Mais au-delà, c'est le système même des relations qui est profondément différent, d'une province à une autre, d'une communauté linguistique à une autre (car on ne parle pas que l'anglais et le français au Canada), d'un

réseau scolaire à un autre. La bigarrure du paysage éducatif canadien ne doit pas cacher ce qui fait le commun de ces identités éducatives multiples : le fonctionnement n'est ni pyramidal descendant (*top-down*), ni pyramidal inversé (*bottom-up*), mais avant tout horizontal ; la place des parents y est déterminante, au travers des commissions scolaires, élues au suffrage universel¹.

- 5 Cette communauté est posée dès le premier article de Claude Lessard, qui évoque « une stratégie pancanadienne de base », axée sur l'obligation de résultats et l'imputabilité. La diversité est ensuite marquée par le droit à l'instruction dans la langue de la minorité, évoqué par Diane Gérin-Lajoie. Elle est renforcée par les efforts entrepris pour « redonner le contrôle de leur éducation aux communautés autochtones », présentés par Émile Deschênes. Marie McAndrew et Geneviève Audet se livrent, dans leur article, à un exercice comparatiste entre le Canada anglophone et le Canada francophone.
- 6 La gouvernance est originale, selon qu'on l'analyse dans les provinces de l'Atlantique, comme le fait Jean Labelle, ou dans les Prairies de l'Ouest canadien, comme le fait Jules Roques, pour en dégager des éléments communs aux trois provinces concernées, ou en Colombie-Britannique, un cas particulier selon Alain Laberge, ou encore en comparant Ontario et Québec, où la diversité des pratiques et des structures ne doit pas cacher le souci commun de l'intérêt des élèves, d'après la comparaison conduite par Andréanne Gélinas-Proulx, Éliane Dudule et Natacha Soulard. Des études de cas éclairent les analyses globales : on s'intéresse ainsi à une expérience québécoise de conduite du changement (Yolande Nantel), au pilotage des réseaux scolaires en contextes minoritaires francophones (Roger Paul), ou encore à la transformation culturelle d'une organisation scolaire visant la réussite de chaque élève (François Massé) et à l'expérience des comités de parents québécois (Dany Laveault, Hervé Charbonneau).
- 7 Diversité encore du point de vue des ordres professionnels des enseignants : dans l'article qu'il leur consacre, Claude Lessard distingue trois cas de figure – Colombie britannique, Ontario, Québec – et « deux représentations du métier » (métier artisanal vs profession informée par la recherche) et « deux instances qui revendiquent le droit de parler au nom des enseignants » (syndicat vs ordre professionnel).
- 8 L'unité reprend le dessus, quand E. Dudule et A. Gélinas-Proulx étudient les communautés d'apprentissage professionnel confrontées au choix de la conformité bureaucratique ou à des changements professionnels. Ou quand Stéphanie Chiptin focalise son étude sur les personnels de direction et les infrastructures de soutien conçues pour répondre à leurs besoins. Ce qui est majeur en effet, c'est d'utiliser les résultats des élèves pour améliorer le système scolaire, comme le montrent, au Québec, Pierre Collerette et Bachir Mazouz, en distinguant les risques d'une approche coercitive et les avantages d'une approche reposant sur le développement professionnel. Elle se confirme encore à propos du questionnement sur le numérique et la gouvernance : virage ou mirage ?, questionne habilement Ron Canuel. Interrogations communes encore dégagées par Michael Fullan, sur ce que peuvent être « les principes fondamentaux de la gouvernance locale indépendamment de la forme qu'elle prend » et sur la manière d'aborder la question du leadership et de la progression du système.
- 9 Sur les pratiques évaluatives, D. Laveault étudie le contexte et l'expérience canadiens, insistant sur des expressions telles que « *teachers as learners* » et « *leaders as learners* », qui traduisent une réalité partagée d'organisation apprenante. Mais la diversité se manifeste quand Pierre Brochu procède à l'état des lieux de l'évaluation selon les

différences provinces sans remettre en question pour autant une appréhension pancanadienne des résultats aux tests PISA. Unité encore, quand il s'agit du partage d'une même priorité pour les personnels de direction dans tout le Canada – mettre en œuvre une évaluation formative dans toutes les écoles (Damian Cooper), d'accroître partout la possibilité d'apprendre tout au long de la vie, en facilitant l'autorégulation de ses apprentissages (Deborah Butter, Leyton Schnellert, Rose Hatala), ou encore de passer de l'évaluation pour apprendre à l'évaluation en tant qu'apprentissage (Lorna M. Eal, Justin Green). Unité de la réflexion autour d'une triangulation des preuves d'apprentissage des élèves : productions, conversations, observations justifiant le jugement professionnel et éclairant la différenciation (Anne Davies, Sandra Herbst, Brenda Augusta) ou des programmes de formation des enseignants à l'évaluation des élèves en classe (Christopher DeLuca, Andrew Coombs, Jenny Ge). Mais diversité selon les contextes particuliers, qu'il s'agisse de l'harmonisation du jugement d'évaluation en Ontario (Louis Bourgeois) ou de l'agir évaluatif enseignant au Québec (Anick Baribeau).

- 10 De ce voyage au pays des diversités, le lecteur pourra, selon les cas, tirer argument ou réinterroger certaines de ses croyances, comme celle selon laquelle seul un système unique est garant d'équité et de réussite : la performance des élèves canadiens aux tests PISA et le caractère plus équitable des réseaux scolaires canadiens que ceux de systèmes éducatifs centralisés, qui associent mécaniquement réussite scolaire et origine sociale, plaident en ce sens. On en retiendra aussi le témoignage d'un « maudit Français » qui a vécu à plusieurs reprises avec sa famille au Canada : on ne peut qu'aimer ce grand pays et ses habitants, et, comme élève du primaire ou du secondaire, on y récolte ses meilleurs souvenirs d'école.

NOTES

1. Voir également, dans la rubrique d'actualité internationale de ce numéro, l'article consacré à la disparition des commissions scolaires au Québec, co-écrit par Michel Boyer et Isabelle Lacroix, Université de Sherbrooke.

AUTEUR

JEAN-PIERRE VÉRAN

Jean-Pierre Véran est inspecteur d'académie (H), membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* et expert auprès du CIEP en coopération éducative. Il intervient sur les questions de gouvernance des organisations éducatives, de politiques éducatives et d'éducation aux médias et à l'information. Auteur de plusieurs ouvrages, il tient également un

blog consacré à l'éducation sur *Mediapart* : <http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-pierre-veran/>
Courriel : jeanpierreveran2@gmail.com